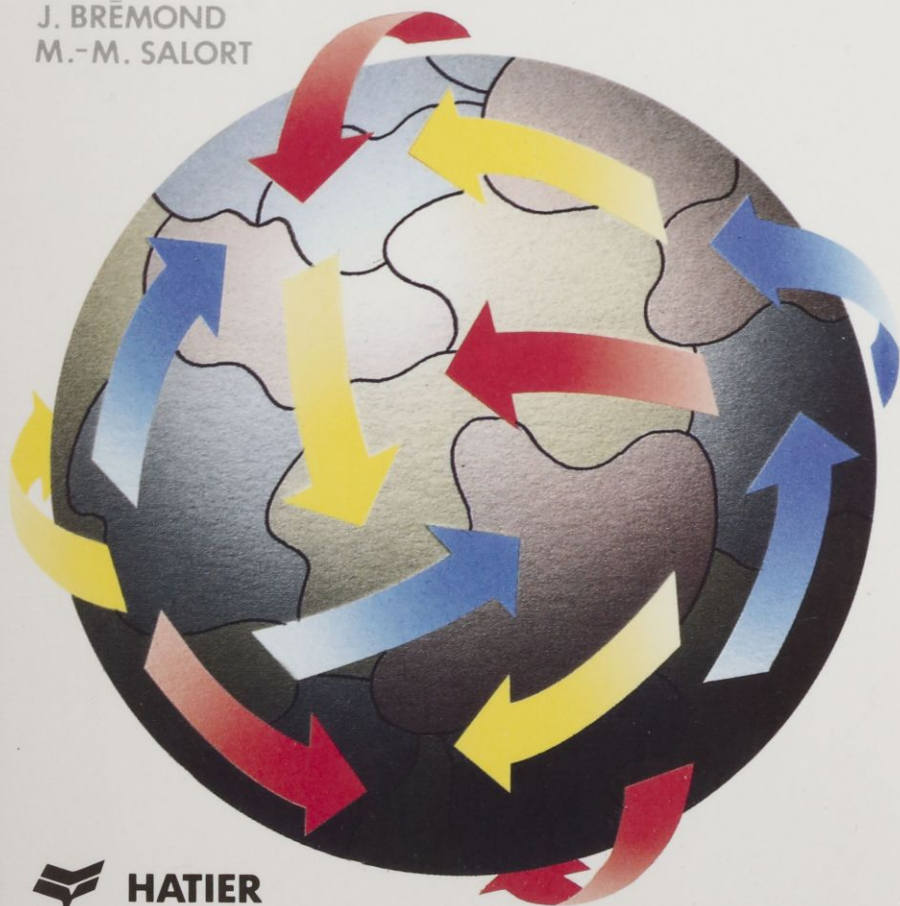


INITIATION À L'ÉCONOMIE

**LES CONCEPTS DE BASE
LES TECHNIQUES
LES GRANDS ÉCONOMISTES**

J. BRÉMOND
M.-M. SALORT



HATIER

ISSN 0244-6146

33

COLLECTION J. BRÉMOND

43-44

INITIATION A L'ÉCONOMIE

les concepts de base,
les techniques,
les grands économistes.

Janine BRÉMOND

Professeur de sciences économiques et sociales
Maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris

Marie-Martine SALORT

Maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris

EL. 8° R
4507

(12)



HATIER

Dans la même collection

- Dictionnaire économique et social
- Comprendre l'information économique et sociale
- Dictionnaire des théories et des mécanismes économiques
- L'énergie dans le monde stratégies face à la crise
- L'économie française face aux défis mondiaux
- Le dollar, monnaie américaine ou monnaie mondiale?
- L'informatique enjeux économiques et sociaux
- La Bourse temple de la spéculation ou marché financier?
- Singapour, Taiwan, Hong Kong, Corée du Sud, les nouveaux conquérants?

Sigles utilisés



Définition



Texte d'économiste célèbre



Remarque importante



Passage un peu difficile qui peut être négligé dans une première approche

© HATIER PARIS OCTOBRE 1986

Toute représentation, traduction, adaptation ou reproduction, même partielle, par tous procédés, en tous pays, faite sans autorisation préalable, est illicite et exposerait le contrevenant à des poursuites judiciaires. Réf. : Loi du 11 mars 1957.

ISBN : 2-218-07770-1

**COMMENT
MAÎTRISER
L'INFORMATION
ÉCONOMIQUE**



Le cinéaste Orson Welles racontait qu'il avait appris l'essentiel des techniques cinématographiques en moins d'une journée. Si l'anecdote met en évidence la rapidité d'assimilation de l'élève Welles, elle implique aussi que son maître d'un jour avait pu sélectionner dans la masse des connaissances techniques celles qui sont vraiment essentielles.

L'ambition de cet ouvrage est de fournir au débutant, comme le fit le conseiller d'Orson Welles, mais dans le domaine de l'économie, ce savoir fondamental à la fois nécessaire et suffisant pour qu'une véritable réflexion puisse ensuite se développer de façon autonome.

Maîtriser le vocabulaire économique le plus usuel, connaître les pièges méthodologiques les plus courants tant sur le plan statistique que théorique, situer les plus grands économistes, percevoir les mécanismes économiques les plus fondamentaux, telles sont les informations majeures qui permettent ensuite de progresser aisément et avec rigueur. Ces outils de base sont présentés à travers des exemples dont la simplicité ne doit pas masquer l'importance des mécanismes sous-jacents.

En terminant la lecture de ce livre, vous ne saurez sans doute pas tout en économie, mais vous ne vous laisserez pas facilement berné par un discours idéologique, vous saurez de quoi vous parlez et, ce qui est aussi utile, vous connaîtrez les limites de votre savoir... et de celui des économistes.

Les outils d'une analyse rigoureuse

Cet ouvrage d'initiation se propose donc de fournir au néophyte les connaissances qui lui permettront non seulement de comprendre un article ou un débat économique mais aussi d'analyser avec rigueur et esprit critique les arguments en présence.

Quelle est la nature des informations dont chacun a besoin pour acquérir à la fois cette capacité de compréhension du discours économique et la distance critique qui seule peut éviter de subir le poids d'un endoctrinement? L'analyse des difficultés d'interprétation que pose la lecture d'un article économique peut permettre de répondre à cette question.

Quel est le sens de cette phrase ?

Le dollar de Taiwan a connu cette semaine une nette dépréciation, alors que le gouvernement est divisé quant à la priorité à donner à la politique économique; il lui faut choisir entre la stabilité économique et le dynamisme du commerce extérieur.

Alors que, contrairement aux dollars de Hongkong et de Singapour, la monnaie de Taiwan était restée ferme vis-à-vis du dollar américain au cours des deux dernières années, elle a chuté à un cours de 40,39 dollars américains, contre 40,38 samedi 2 août et 39,49 il y a 3 mois, et ce malgré une intervention vigoureuse de la banque centrale.

De nombreux analystes considèrent cette baisse comme positive, car selon eux la croissance économique de l'île, largement dépendante de son commerce extérieur, a été gênée par la force de la monnaie. D'ailleurs, le PNB de Taiwan va vraisemblablement chuter en 1985 de 6 % par rapport aux 10,9 % réalisés en 1984.

Des oppositions d'analyse apparaissent

Que pensent les théoriciens de l'économie de ces affirmations ?

Le gouvernement de Taiwan envisage la possibilité d'une dévaluation de la monnaie, qui permettrait au pays de retrouver sa compétitivité vis-à-vis des autres pôles d'exportation d'Asie du Sud-Est. Cependant, le gouverneur de la banque centrale s'oppose à cette solution qui, selon lui, relancerait l'inflation; celle-ci, à la suite d'une telle politique, avait en effet, atteint 47 % en 1974.

Que signifient ces termes ?

Quels mécanismes économiques précis sont ici sous-entendus ?

Maîtriser le vocabulaire

Dans les quelques lignes de l'article reproduit page 5, plusieurs termes ou expressions économiques apparaissent : dépréciation d'une monnaie, cours d'une monnaie, banque centrale, croissance économique, dépendance vis-à-vis du commerce extérieur, PNB, dévaluation, compétitivité, inflation... Comme toute discipline, l'économie utilise un langage spécifique; celui qui ne le maîtrise pas se trouve dans la même situation que le touriste qui ne comprend pas la langue du pays qu'il visite... Mais, de même que l'étranger peut communiquer dès qu'il maîtrise le vocabulaire de la conversation la plus courante, celui qui s'intéresse à l'économie peut comprendre le discours économique véhiculé par les media, dès qu'il a assimilé le vocabulaire économique le plus usuel. La connaissance précise d'une centaine de mots, à condition qu'ils soient véritablement essentiels, suffit pour se repérer dans la plupart des débats actuels portant sur l'économie... et constitue un point de départ à partir duquel le vocabulaire peut progressivement s'enrichir.

Connaître les mécanismes essentiels, les oppositions d'analyse

Si la maîtrise du vocabulaire de base est nécessaire, elle n'est pas suffisante. Reprenons l'article de journal ci-dessus, la dernière partie fait apparaître une opposition d'analyse : pour le gouvernement de Taïwan *la dévaluation*¹ permettrait au pays de retrouver sa *compétitivité*¹ alors que pour le gouverneur de *la banque centrale*¹ « cette solution relancerait l'inflation »...

Des oppositions de ce type sont fréquentes en matière économique; aussi pour pouvoir « se faire une opinion », il faut non seulement maîtriser le sens des termes utilisés, mais également connaître les mécanismes qui relient les phénomènes économiques entre eux : ainsi, dans notre exemple, on peut se demander en quoi une dévaluation peut

1. Voir les définitions dans le dictionnaire qui termine la première partie page 181.

favoriser l'inflation ou par quels mécanismes la dévaluation peut permettre une meilleure compétitivité.

Il est donc nécessaire pour comprendre les problèmes économiques d'une part de connaître **les mécanismes essentiels qui relient les données économiques entre elles**, d'autre part de percevoir **les clivages qui séparent les analyses des principaux économistes** d'hier et d'aujourd'hui.

Ces clivages, il ne faut ni les surévaluer, ni les sous-évaluer. Ne pas les surévaluer car, sur de nombreux points, des accords existent et l'économie ne se réduit pas aux oppositions entre théoriciens; ne pas les sous-évaluer ne serait-ce que parce que bien souvent les limites ou les faiblesses d'une analyse apparaissent à l'esprit simplement en se demandant « *quelles critiques feraient un adversaire de cette analyse?* ».

La connaissance des oppositions d'analyses ne peut pas être réservée aux « spécialistes » dans la mesure où les ignorer risque de faire apparaître comme indiscutable ce qui n'est qu'une opinion contestée par d'autres économistes. Il importe donc que toute personne intéressée par l'économie ait connaissance de ces clivages; c'est pourquoi dans cet ouvrage ils sont présentés dans l'introduction. Il va de soi qu'il s'agit d'une première approche qui sera affinée ensuite à deux niveaux : dans la première partie à travers une étude thématique (inflation, chômage, crise...), dans la troisième partie consacrée aux grands économistes.

La classification la plus utile consiste à distinguer les économistes libéraux (ou ultra-libéraux), les économistes réformistes et les économistes marxistes.

Le courant ultra-libéral

Un premier groupe d'économistes qu'on peut qualifier de « ultra-libéral »² estime que la concurrence entre les indivi-

2. Le terme « ultra-libéral » est souvent préféré à celui de libéral pour qualifier ce courant. Si on définit le libéralisme comme le fait de mettre la défense des libertés au cœur de la vie politique et économique, les réformistes, voire les marxistes peuvent affirmer que leur politique assure de meilleures protections des libertés réelles de l'individu... Si on retient le terme de libéral, au lieu de « ultra-libéral », ce ne peut être qu'au sens très particulier de « laisser faire » économique.

du, le jeu de l'intérêt personnel sont les meilleurs régulateurs possibles de la vie économique; aussi l'intervention de l'État dans l'économie doit-elle être extrêmement limitée. Selon la formule célèbre, il faut « laisser faire, laisser passer », ne pas introduire de tarif douanier, ne pas fixer de salaire minimum... ne pas subventionner certaines entreprises; il faut laisser jouer le marché et respecter la propriété privée de chacun.

A. Smith, R. Malthus, D. Ricardo ont été parmi les premiers économistes à développer une argumentation systématique en faveur de cette analyse. Plus encore que ces auteurs, dont les positions en faveur du libéralisme sont parfois teintées de quelques ambiguïtés, le courant « néo-classique » qui va se développer à partir des travaux de L. Walras, S. Jevons et C. Menger... (voir troisième partie de l'ouvrage) adopte ce point de vue.

Le courant marxiste

Le courant marxiste s'oppose fondamentalement à cette approche et estime démontrer que *l'organisation capitaliste* de la société aboutit à « l'exploitation » de la plus grande partie de la population par les détenteurs des moyens de production; celle-ci ne disparaîtra qu'avec le capitalisme¹. La lutte des travailleurs, les contradictions internes du capitalisme engendreront l'émergence d'un autre type de société dans laquelle « l'exploitation » et les crises économiques, sources de gaspillages économiques et sociaux considérables, auront disparu.

Le courant réformiste

S'opposant à la fois au courant ultra-libéral et à l'analyse marxiste, les réformistes² estiment que le fonctionnement du capitalisme induit des problèmes économiques et sociaux auxquels il faut remédier non pas par un changement

1. Propriété privée des moyens de production, existence de deux classes sociales : capitalistes et prolétaires...

2. Réformiste : celui qui veut réformer le capitalisme pour le rendre plus humain, plus efficace, mais sans faire disparaître le rôle majeur de la propriété privée et du marché.

de type d'organisation sociale, mais par une intervention adaptée de l'État.

Sur le plan social, John Stuart Mill dès le 19^e siècle insistait sur les problèmes sociaux qui accompagnaient le fonctionnement du capitalisme, et préconisait une intervention compensatrice de l'État.

Le nom de J. M. Keynes est associé à la défense de l'intervention économique de l'État pour stimuler la croissance de la production et réduire le chômage. Il faut, dans cette optique, que l'État intervienne pour sauver le capitalisme.

Ces différents courants d'interprétation, nous les retrouverons tout au cours de l'ouvrage, et plus particulièrement dans la troisième partie consacrée aux grands économistes.

Interpréter rigoureusement les données dont on dispose

Nombre d'erreurs d'analyse proviennent d'une interprétation non rigoureuse, voire franchement fautive, des documents économiques dont on dispose : confusion entre indice et valeur absolue, variation et niveau, maîtrise insuffisante des ordres de grandeur...

Parce que l'économie fait l'objet d'enjeux idéologiques importants, le néophyte risque de se laisser prendre à des discours peu rigoureux.

Ainsi tel homme politique, voulant démontrer que la situation de son pays est désastreuse, affirmera que le chômage s'est accru de 40 %; son adversaire politique, pour défendre la thèse opposée, mettra en évidence par exemple que le taux de chômage est parmi les plus faibles des pays industrialisés. Ces deux faits évoqués peuvent être parfaitement conformes aux données statistiques disponibles, mais chaque débatteur a péché par omission et ne donne qu'un éclairage partiel du réel qui risque d'induire dans l'esprit de l'auditeur une appréciation inexacte sur la situation réelle.

« Un homme averti en vaut deux » affirme le bon sens populaire. Beaucoup de ces pièges méthodologiques sont faciles à débusquer à condition d'en connaître le méca-

nisme. Ce sera l'objet de la deuxième partie de cet ouvrage qui analyse à travers de nombreux exemples les principales embûches à éviter.

Quatre clés pour comprendre l'économie

Cet ouvrage vous apportera :

- la maîtrise du vocabulaire économique de base;
- la compréhension des liaisons fondamentales entre les phénomènes économiques;
- la connaissance des analyses des principaux économistes d'hier et d'aujourd'hui;
- la capacité d'éviter les pièges méthodologiques les plus courants dans l'interprétation des documents économiques.

Première partie

Les thèmes majeurs de l'analyse économique

Cette première partie présente huit thèmes majeurs de l'économie et, chemin faisant, initie au vocabulaire fondamental. Celui-ci est introduit dans un ordre logique qui en facilite l'assimilation. Au-delà de ces connaissances aisément contrôlables, elle permet un véritable apprentissage de la rigueur d'analyse à travers la mise en évidence continue des différentes difficultés méthodologiques et théoriques qui traversent l'analyse économique.



Le premier thème concerne *la société où nous vivons*. Il s'agit de situer nos économies à la fois dans le temps et dans l'espace. Qu'est-ce qui différencie les sociétés? Qu'est-ce qui les rapproche? Qu'appelle-t-on économie de marché? économie centralement planifiée? Qu'est-ce que la production? la répartition? Qu'appelle-t-on échange? consommation? A quelles règles méthodologiques conduit le constat de la diversité des sociétés réelles?

Le thème *du niveau de vie* permet ensuite de prendre véritablement contact avec les mécanismes complexes de l'économie : comment peut-on mesurer et expliquer les différences de niveau de vie?

Pourquoi la productivité est-elle un concept clé pour comprendre les problèmes de production? Quelles mutations qualitatives ont historiquement accompagné les transformations du niveau de vie?...

L'économiste F. Perroux voit à juste titre dans l'entreprise le « microcosme » du capitalisme. Qu'est-ce qu'une entreprise, au sens capitaliste du terme, au sens large? Quels sont ses principes de gestion les plus fondamentaux? Qu'est-ce que la concentration? Pourquoi se développe-t-elle? Quels problèmes posent les relations du travail? Quels sont les liens entre la vie de l'entreprise et l'évolution économique et sociale d'une nation?...

Puisque nous vivons dans des économies de marché, il convient d'expliquer comment fonctionne le marché, comment offre et demande influencent les prix, mais aussi comment les prix ne résultent pas le plus souvent de cette seule confrontation. Quels écarts séparent la réalité du modèle de concurrence construit par les économistes? Quels problèmes en résultent? Quelle valeur faut-il attribuer à la concurrence?...

Les échanges dans les sociétés modernes passent par l'intermédiaire de la monnaie. Il importe donc de préciser ce qu'est la monnaie, comment elle se crée, quels peuvent être les objectifs de la politique monétaire, mais aussi — puisque notre siècle est celui de l'inflation — quelle est la nature de ce phénomène, quelles en sont les conséquences et aussi les causes?... Qu'est-ce que la désinflation?...

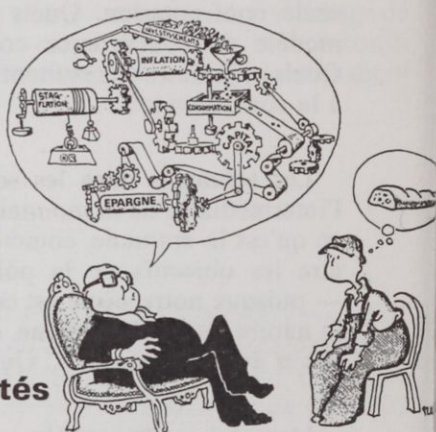
L'emploi est le problème majeur qu'affrontent les économies de marché aujourd'hui. D'où vient le chômage? L'analyse de cette question, fondamentale pour la compréhension du monde actuel, est aussi l'occasion de percevoir, de l'intérieur, à quoi sert l'analyse économique...

Les deux derniers siècles ont été marqués par un développement extrêmement important des échanges internationaux. Il en est résulté des modifications des conditions de l'activité économique. Qu'est-ce qu'une balance des paiements? un taux de change? le système monétaire international actuel? Comment la contrainte extérieure modifie-t-elle les conditions de la croissance de la compétitivité?...

Les conflits sur l'efficacité du marché comme moyen d'assurer à la fois l'optimum social (plein emploi, répartition équitable des revenus...) et l'optimum économique (niveau de vie le plus élevé possible) conduisent à des analyses différentes du rôle que doit jouer l'État dans la vie économique. Au-delà du simple constat de la montée du rôle de l'État, quels sont les présupposés de cette intervention, quelles sont les véritables alternatives?...

1. La société où nous vivons

**Des problèmes
que l'on retrouve
dans toutes les sociétés**



Notre organisation économique n'est pas universelle. Et pourtant, quelles que soient les différences, il existe un certain nombre de fonctions qui doivent toujours être assurées. Toute société produit (la cueillette ou la chasse sont une façon de « produire » des biens), répartit les biens dont elle dispose entre ses membres, et assure à ceux-ci un certain niveau de consommation (plus ou moins élevé, plus ou moins également réparti entre les individus qui constituent la collectivité...).

Prenons, à titre d'illustration, le cas d'une famille paysanne du Moyen Age qui cultive des céréales. Supposons qu'elle obtienne une production de 20 quintaux de blé; une partie de celle-ci, par exemple 8 quintaux, revient au seigneur, une autre à l'Église (2 quintaux) et le reste de la récolte au paysan.

Supposons que celui-ci échange un des quintaux de blé qui lui revient contre d'autres produits (sel, vêtements...) et qu'il consomme au cours de l'année la totalité du blé restant et l'ensemble des produits obtenus par l'échange; cet exemple fait apparaître quatre types d'activité économique que l'on retrouve dans toute société : la production, la répartition, l'échange, la consommation.

Production	Répartition	Échange	Consommation
20 quintaux de blé	Seigneur : 8 quintaux Eglise : 2 quintaux Paysan : 10 quintaux	1 quintal de blé contre vêtements, sel.	9 quintaux de blé + vêtements achetés, sel.

Cette société a une activité de production : elle a créé un ensemble de biens au cours de la période considérée.

Elle a procédé à une répartition des richesses nouvelles, c'est-à-dire à l'attribution de droits sur les biens créés.

Des échanges, qui consistent à donner un bien pour en obtenir un autre d'une valeur considérée comme équivalente, ont été effectués.

Enfin, il y a eu consommation puisque les biens disponibles ont été utilisés pour la satisfaction des besoins.

Aujourd'hui, comme au Moyen Age et comme à toute autre époque, toute société doit produire et répartir sa production qui est pour partie échangée et consommée.

Ce qui différencie les sociétés

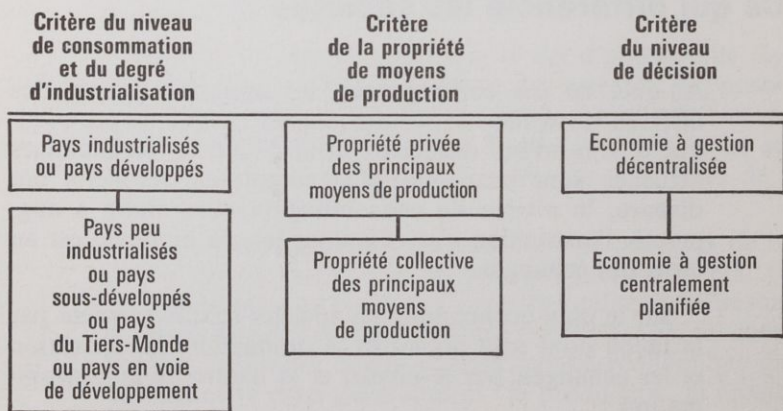
Au-delà de ces convergences, les oppositions entre les différentes sociétés sont nombreuses. Le monde économique d'aujourd'hui diffère de celui d'hier, les technologies actuelles sont beaucoup plus complexes, les serfs ont disparu, le niveau de consommation alimentaire a augmenté, l'instruction s'est développée... la monnaie est au cœur des échanges...

Sur le plan économique les sociétés se différencient par la façon dont sont organisés la production, la répartition et les échanges, par le niveau et la nature de la consommation :

- La façon dont est organisée la production : qui produit? Avec quelles techniques? Quelles sont les relations entre les membres de la collectivité à l'occasion de cette production? Quels sont le niveau et la nature de la production obtenue?
- La façon dont sont organisés la répartition *et les échanges* : à qui est attribuée la production? En fonction de quels critères s'effectue le partage? La production est-elle destinée à la consommation personnelle (autoconsommation) ou à l'échange, à la vente? La monnaie est-elle utilisée?...
- Le niveau et la nature de la consommation : seul ce qui est produit peut être consommé, le niveau de consommation moyen dans une société est donc limité par le volume et la nature des biens produits. Encore faut-il voir que si cette liaison est vérifiée pour une société, un individu donné, voire un groupe social, peut consommer plus qu'il n'a produit.

Les clivages du monde actuel

Les sociétés actuelles elles-mêmes sont marquées par des différences importantes. Les classifications les plus courantes opposent les pays capitalistes et les pays collectivistes, les pays industrialisés et les pays du Tiers Monde.



La logique du plan et celle du marché

Les modalités de prise de décision diffèrent d'un pays à l'autre.

Quelle est la nature des biens qui seront produits? Quels procédés de fabrication seront retenus? Comment seront affectés entre les membres de la société les biens obtenus? Aujourd'hui deux logiques différentes coexistent, celle du marché et celle du plan.

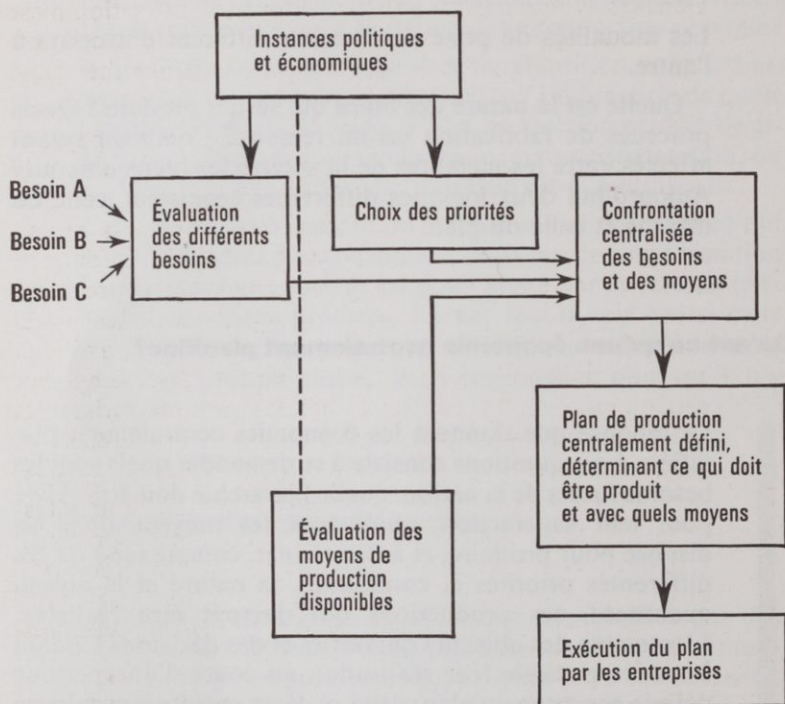
Qu'est-ce qu'une économie centralement planifiée?

La réponse que donnent les économies centralement planifiées à ces questions consiste à se demander quels sont les besoins futurs de la nation, quelle hiérarchie doit être suivie pour leur satisfaction, quels sont les moyens dont on dispose pour produire, et à déterminer, compte tenu de ces différentes priorités et contraintes, la nature et le niveau quantitatif des productions qui devront être réalisées. L'ensemble des objectifs quantifiés et des décisions tendant à rendre possible leur réalisation au cours d'une période définie constitue un plan; celui-ci devra ensuite être exécuté par les entreprises¹.

Dans les pays socialistes (U.R.S.S., R.D.A., Tchécoslovaquie...) l'essentiel des décisions de production, en particulier dans le domaine industriel, relève d'une logique de plan centralisé, c'est-à-dire que le plan est élaboré par les instances économiques et politiques dirigeantes et le plan, sous réserve de quelques adaptations, s'impose aux entreprises qui doivent l'exécuter.

1. En France, il existe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une planification souple qui doit guider l'action gouvernementale mais qui ne s'impose pas aux entreprises privées si ce n'est à travers une panoplie d'incitations indirectes (subventions, crédits d'impôt...).

LOGIQUE DE PRODUCTION DES ÉCONOMIES PLANIFIÉES



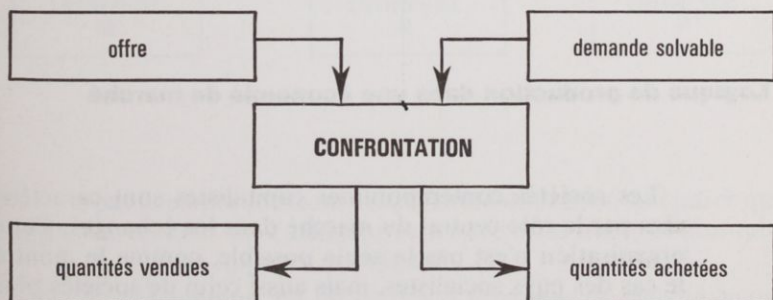
Cette logique d'organisation de la production est dite centralisée car le pouvoir central prend les décisions essentielles. Elle s'oppose à la logique du marché dans laquelle les choix sont décentralisés.

Qu'est-ce que le marché?

Dans les économies capitalistes, si toute planification n'est pas absente, la logique dominante est en principe celle du marché, encore faut-il préciser ce qu'est un marché; dans ce but prenons un exemple :

Traditionnellement, le « jour de marché » les paysans locaux venaient présenter leurs produits au village ou à la ville voisine en vue de les vendre. Les acheteurs éventuels parcouraient le marché, comparaient les produits offerts tant sur le plan des prix que de la qualité, puis en fonction de leurs besoins mais aussi de leurs ressources, prenaient leurs décisions d'achat...; certains acheteurs avisés préféraient parfois attendre la fin du marché quitte à avoir un moindre choix en espérant que les paysans baisseraient leur prix plutôt que de devoir remballer des produits périssables qui ne pourraient guère attendre un prochain marché.

Cet exemple simple de marché fait apparaître ses caractéristiques essentielles. Le marché est un lieu où se manifestent des offres de produits et des demandes de produits. L'objectif des offreurs étant de vendre au meilleur prix possible les biens offerts et celui des acheteurs de satisfaire au mieux leur propre demande compte tenu de leurs ressources (demande solvable).



Au sens strict, il n'y a marché que si la confrontation de l'offre et de la demande exerce une influence sur les quantités vendues et sur le niveau des prix. Ainsi, quand en période de guerre des tickets de rationnement limitent les quantités de produits alimentaires que l'on peut obtenir et ce, à un prix fixé par l'État, il n'y a pas au sens économique de véritable marché.



Pour que l'on puisse parler de marché, il ne suffit pas que acheteur et vendeur se rencontrent. Ainsi, dans une économie centralement planifiée un « client » rencontre « un fournisseur », ne serait-ce qu'au moment de la livraison des marchandises.

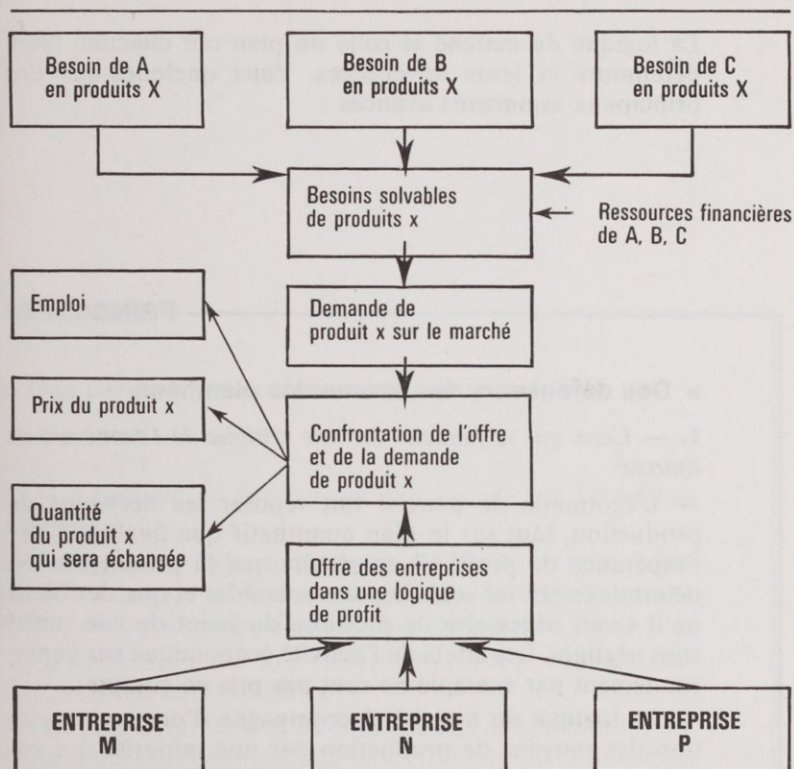
Dans le cas du marché traditionnel, acheteurs et vendeurs sont réunis sur un même lieu, le « marché du village », mais cette caractéristique n'est pas nécessaire à l'existence d'un marché. Ainsi, aujourd'hui le téléphone suffit souvent à relier des acheteurs et des vendeurs qui se trouvent à des milliers de kilomètres les uns des autres. L'élément essentiel qui caractérise un marché est la confrontation de l'offre et de la demande, quelles qu'en soient les modalités. Cette confrontation détermine, au moins pour partie, le niveau des quantités vendues et les prix auxquels s'effectuent les transactions.

Logique de production dans une économie de marché

Les sociétés contemporaines capitalistes sont caractérisées par le rôle central du marché dans les échanges. Cette organisation n'est pas la seule possible, comme le montre le cas des pays socialistes, mais aussi celui de sociétés plus anciennes. Ainsi, au Moyen Age, l'essentiel de la production est autoconsommée par le producteur. Les marchés locaux ne se développent que progressivement.

Dans les économies capitalistes réelles, il existe de très nombreux types de biens pour lesquels quantités et prix ne sont pas fixés par le marché, soit parce que l'État intervient,

PRODUIT X



par exemple en fixant autoritairement le prix, soit parce que le vendeur ou l'acheteur se trouve dans une position telle qu'il peut imposer sa volonté.

Néanmoins, on dit qu'il y a *économie de marché* quand la logique dominante est celle du marché, c'est-à-dire lorsque c'est la confrontation des offres et des demandes qui exerce l'influence la plus importante sur la nature des produits, les quantités produites et le niveau de leur prix.

Conflits d'analyses

La logique de marché et celle du plan ont chacune leurs défenseurs et leurs adversaires. Voici quelques-uns des principaux arguments avancés :

PRINCIPAUX

● Des défenseurs des économies planifiées

1. — *Ceux qui se fondent sur une critique de l'économie de marché*

— L'économie de marché fait reposer les décisions de production, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, sur l'espérance de profit. Il en résulte que la production est déterminée par les seuls besoins solvables et que des biens qu'il serait nécessaire de produire du point de vue social sont négligés. Les effets de l'activité économique sur l'environnement par exemple ne sont pas pris en compte.

— La logique du marché s'accompagne d'une appropriation des moyens de production par une minorité qui entraîne une exploitation et une aliénation des travailleurs.

— Les grandes sociétés ont trop de pouvoir.

— Ce type d'organisation entraîne des crises économiques qui induisent à la fois des gaspillages économiques et sociaux (ex. : chômage).

2. — *Ceux qui se fondent sur la mise en évidence des avantages du plan*

— Le plan permet de mieux prendre en compte le long terme.

— La logique du plan permet de mieux prendre en compte les besoins sociaux et les pauvres sont moins pauvres que dans les économies de marché.

ARGUMENTS

● Des défenseurs de l'économie de marché

1. — *Ceux qui se fondent sur une critique de l'économie planifiée*

— La logique du plan entraîne la création d'une bureaucratie qui induit de nombreux gaspillages, favorise la constitution d'une nouvelle classe sociale dominante.

— L'irresponsabilité des entreprises est à l'origine d'inaadaptation de la production.

— Le plan centralisé ne permet pas une adaptation rapide de la production en fonction de l'évolution de la demande et des techniques de production.

— Le plan centralisé ne stimule pas l'innovation.

2. — *Ceux qui se fondent sur la mise en évidence des avantages du marché*

— Le profit est la récompense de l'efficacité.

— Dans les économies de marché, la hiérarchie des rémunérations résulte des différences d'efficacité entre les individus.

— Parce que les décisions sont décentralisées, l'économie de marché favorise la liberté sur le plan politique.

Sans mettre d'accord adversaires et partisans de la logique du plan et de celle du marché, un troisième courant estime que l'alternative ainsi proposée doit être rejetée au profit d'une conception qui cherche à réunir les avantages de la logique du marché et ceux de la logique du plan en atténuant par une intervention publique adéquate les inconvénients de la logique du marché sans atteindre le seuil de centralisation que feraient apparaître ceux des économies centralisées.

Qui dispose des moyens de production?

« La propriété privée c'est la liberté! », « la propriété privée permet à une minorité d'exploiter le prolétariat! ». La propriété dont il s'agit ici et qui a fait l'objet de tant de conflits est évidemment celle des moyens de production, c'est-à-dire de l'ensemble des moyens techniques (usines, machines) qui permettent de produire efficacement, et non celle des biens de consommation (pain, beefsteak...) qui par nature sont le plus souvent destinés à une utilisation individuelle. Sans rentrer pour l'instant dans le détail du problème, on peut constater que dans certains pays (les pays socialistes ou pays de l'Est...) l'essentiel des biens de production appartient à la collectivité; alors que dans d'autres pays, les pays capitalistes, la plus grande partie des moyens de production appartient à des propriétaires privés. Il importe de prêter attention aux termes utilisés ci-dessus, il s'agit de « l'essentiel » des biens de production et non de leur totalité. En effet, on peut trouver des exemples de propriété collective (propriété d'État ou de coopératives) dans les pays capitalistes ou de propriété privée des moyens de production dans les pays de l'Est.

Dans les pays de l'Est, la logique centralisée domine, alors que dans les économies occidentales le marché joue en principe le rôle central. Ceci ne signifie pas que toute trace de marché est exclue dans les économies « socialistes » ou que la centralisation est absente de nos économies. Quand un paysan soviétique vend la production de son lopin de terre sur le marché local, la transaction ressemble

étrangement à celles qui se produisent dans un marché de village français. Parallèlement, les décisions de la NASA américaine ou de l'administration en France relèvent plus d'une logique centralisée que d'une logique de marché. Les convergences ponctuelles ne doivent évidemment pas faire oublier que le poids relatif du marché et de la décision centralisée est très différent entre ces deux catégories de pays.

Prendre en compte le cadre des analyses

Devant la complexité des économies réelles et leur diversité, les économistes situent souvent leurs analyses dans des contextes théoriques précis. Ainsi, si telle analyse est faite dans le cadre d'une économie de marché les résultats de l'étude ne seront pas transposables à d'autres contextes. En pratique, pourtant, les oublis de cette règle méthodologique élémentaire sont fréquents; bien souvent la conclusion d'une analyse reste en mémoire et l'on oublie trop vite ses conditions de validité.

La nécessité de quantifier

Nous venons de voir que, dans les économies réelles, logique de marché et logique centralisée cohabitent mais que selon les pays le poids respectif de ces deux types de décision diffère.

Cette affirmation met en évidence le besoin de quantifier les phénomènes : comment mesurer ce poids relatif, en fonction de quels critères quantitatifs affirmer qu'une logique l'emporte sur l'autre?... On voit ici qu'en matière économique deux types d'analyse peuvent être faits : la première, qualitative, a pour fonction de mettre en évidence la nature des relations; la seconde a pour but de mesurer l'ampleur quantitative de ces relations. Ces deux démarches ne s'opposent pas, elles se complètent.

2. Le niveau de vie



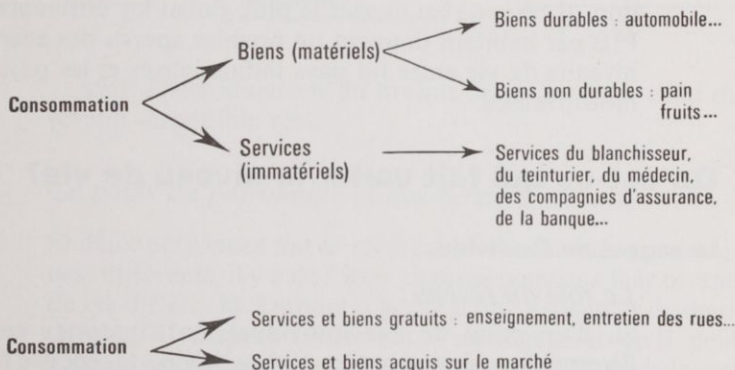
Des écarts de niveau de vie considérables

Chauffage central, eau courante... ces éléments de confort, aujourd'hui considérés comme de première nécessité, la plus grande partie de la population française n'en disposait pas, il y a à peine quelques décennies. Automobile, télévision... tous ces biens, fruit d'un progrès technique important, étaient inconnus... Quant à la consommation alimentaire moyenne elle était à la fois moins abondante et moins variée... Globalement le niveau de vie moyen, c'est-à-dire la quantité de biens disponibles en moyenne pour chaque habitant, a considérablement augmenté dans nos régions au cours du dernier siècle.

Cet accroissement concerne tous les types de biens, biens matériels qui disparaissent lors de leur première consommation, biens matériels durables tels que l'automobile qui peuvent être utilisés de nombreuses fois, biens immatériels ensuite que sont les services (soins médicaux, coupe de cheveux...).

Cela ne signifie pas que la pauvreté n'existe plus, les famines du Tiers Monde ou la misère du « quart monde » dans les pays riches ne sont que les aspects les plus visibles de l'existence d'une pauvreté importante dans un monde globalement opulent.

L'accroissement des quantités de biens consommés n'implique pas automatiquement que l'on vive mieux. Certains affirment même que le mode de vie actuel n'est guère supérieur à celui qui prévalait autrefois; pollution, isolement social, chômage, constituent de véritables coûts sociaux atténuant l'impact positif de l'accroissement du niveau de vie.



Quelques indicateurs de niveau de vie

L'importance de l'accroissement du niveau de vie apparaît à travers quelques indicateurs quantitatifs : consommation alimentaire, équipement en biens durables (automobile, réfrigérateur...).

L'inconvénient du recours à ce type d'indicateurs tient à ce que rien n'assure que parallèlement il n'existe pas d'autres biens pour lesquels l'accroissement a été moins rapide voire négatif. C'est pourquoi les économistes ont cherché à élaborer des indicateurs synthétiques qui permettent d'apprécier le niveau de vie dans son ensemble d'un groupe social ou de la population d'un pays. L'indicateur le plus fréquemment retenu est le Produit Intérieur Brut

(PIB) par habitant, c'est-à-dire l'estimation par le statisticien de la valeur de ce qui est produit dans le pays par habitant.

PIB

nombre d'habitants du pays

Ce critère d'évaluation des niveaux de vie est très approximatif et nous verrons, dans la deuxième partie de l'ouvrage, qu'il pose de nombreux problèmes d'appréciation. Il reste qu'au niveau le plus global les différences de PIB par habitant donnent un premier aperçu des écarts de niveaux de vie entre les pays industrialisés et les pays peu industrialisés.

Qu'est-ce qui fait varier le niveau de vie?

Le regard de l'individu...

Le rôle du revenu

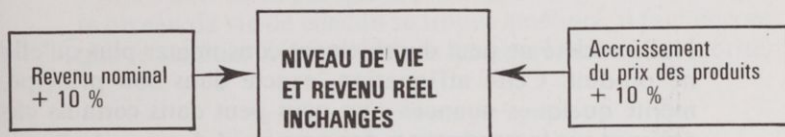
Si, d'un point de vue individuel, on s'interroge sur les déterminants de son propre niveau de vie... la réponse paraît immédiate : plus le revenu dont on dispose (salaire, bénéfice...) est important plus le niveau de vie sera élevé. Cette liaison est confirmée par les faits, la consommation de biens durables, par exemple, est d'autant plus forte que le niveau de ressources s'accroît. Pourtant, cette liaison doit être précisée.

Tout d'abord il faut savoir de quel revenu on parle. Supposons que M. X dispose d'un salaire de 15 000 F sur lequel il paie 3 000 F d'impôt, et bénéficie de 500 F d'allocations familiales. Le revenu qui détermine son niveau de vie n'est pas 15 000 F mais 12 500 F puisque c'est le montant qu'il pourra utiliser pour acquérir des biens et services et ainsi, consommer. Le revenu qui doit être pris en compte n'est donc pas le revenu brut mais ce que l'on appelle le revenu disponible, c'est-à-dire le revenu effectivement à la disposition du particulier.

Revenu nominal et revenu réel

Si le revenu augmente de 10 % et les prix des produits achetés de 10 % il y aura accroissement du revenu nominal ;

la somme d'argent disponible sera plus importante, mais la quantité de biens que l'on pourra acheter n'aura pas varié; on dit que le revenu réel, c'est-à-dire exprimé en pouvoir d'achat, est inchangé.

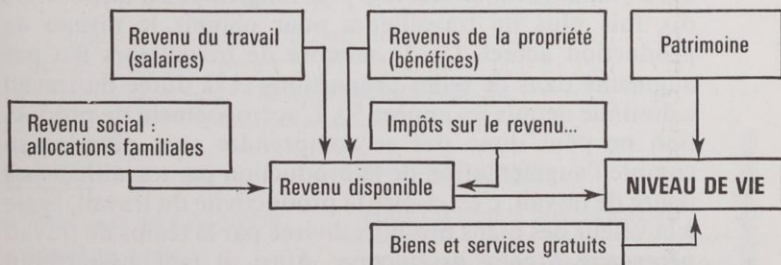


Ainsi l'accroissement du niveau de vie est lié à celui du revenu disponible réel.

Le poids du patrimoine et des services gratuits

Si deux personnes ont le même revenu mais des patrimoines¹ différents, il y a de fortes chances pour que leur niveau de vie diffère. M. Dupont a hérité d'une maison et de deux terrains. Il dispose également d'un logement qu'il peut habiter, ce qui lui permet de consacrer son revenu mensuel à l'achat d'autres biens. Pour accroître son niveau de vie il peut vendre les terrains, ce qui lui permettra d'accroître sa consommation...

Mme Durand dispose d'un revenu de 3 000 F, son niveau de vie ne sera pas le même selon que l'État lui fournit ou non gratuitement, logement, éducation des enfants, transports... Un même revenu peut donc correspondre à des niveaux de vie assez différents.



1. Le patrimoine est la valeur de ce que l'on possède, déduction faite de ce que l'on doit.

Production et niveau de vie

Nulle société ne peut durablement consommer plus qu'elle ne produit. Cette affirmation, exacte dans son principe, mérite quelques nuances : un pays peut dans certains cas prélever sur la production des pays qu'il domine; la Rome antique n'est pas le seul exemple de ce type de comportement. Un pays peut aussi provisoirement s'endetter pour maintenir son niveau de vie... Il reste qu'il n'y a pas de consommation sans production et qu'en dernier ressort le déterminant essentiel du niveau de vie moyen dans un pays est sa capacité de production;

consommation ← production

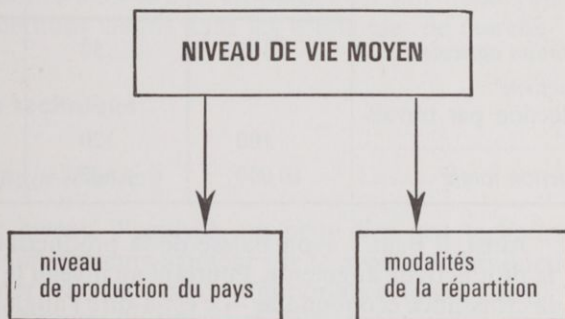
Ainsi, si la consommation par habitant dans les pays industrialisés a fortement augmenté au cours des deux derniers siècles, c'est que leur production a augmenté suffisamment pour permettre une plus grande consommation moyenne.

Productivité et niveau de vie

Entre 1946 et aujourd'hui, la production industrielle française a été multipliée par 10. Si les techniques de production et l'organisation du travail étaient restées identiques, il aurait fallu travailler dix fois plus longtemps ou disposer de dix fois plus de travailleurs pour obtenir le niveau de production actuel. Or, le nombre de travailleurs n'a pas augmenté dans de telles proportions et la durée du travail a diminué depuis les années 50. L'accroissement de production ne peut donc pas se comprendre sans prendre en compte l'augmentation de la production par travailleur par heure de travail, c'est-à-dire la productivité du travail, égale à la valeur des biens produits divisée par le temps de travail nécessaire à cette production. Ainsi, il faut aujourd'hui moins d'heures de travail qu'il y a 20 ou 40 ans pour construire une voiture, un ordinateur...

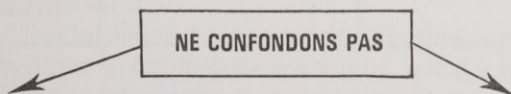
L'amélioration de la productivité du travail est une caractéristique de l'évolution des pays industrialisés depuis deux siècles. C'est une condition de l'amélioration durable du niveau de vie.

Mais il ne suffit pas que la production augmente pour que le niveau de vie de chacun se trouve amélioré, il faut encore que le surplus créé ne soit pas accaparé par une minorité.



Le niveau de vie individuel est donc le résultat à la fois des capacités productives du pays et de la façon dont les biens créés sont répartis entre les membres de la collectivité.

Les termes de production et de productivité ont des sonorités proches, et il est fréquent que ces deux données économiques varient en même temps et dans le même sens... ce qui contribue à provoquer des confusions fort malencontreuses.



Production :

- Valeur de ce qui a été produit
- Activité qui a pour but d'accroître la masse de biens et services disponibles

Productivité du travail :

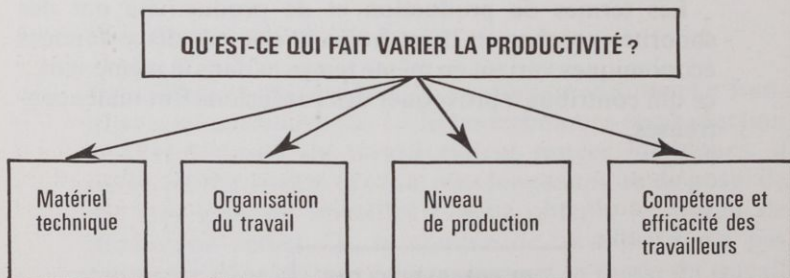
Valeur des biens et services produits

Temps de travail nécessaire à cette production

Ces deux variables peuvent d'ailleurs évoluer dans des sens opposés; ainsi, si la productivité agricole augmente de 20 % et que l'exode rural réduit la population paysanne au travail de 50 %, on aura par exemple l'évolution suivante :

	Période 1	Période 2	Évolution
<i>Population agricole</i>	100	50	- 50 %
<i>Productivité</i> (Production par travailleur)	100	120	+ 20 % ↗
<i>Production totale</i>	10 000	6 000	- 40 % ↘

Ainsi, il peut y avoir baisse de la production, alors que la productivité augmente. Pourtant au niveau le plus global, la croissance économique — c'est-à-dire l'augmentation sur la longue période de la production d'un pays — a suivi celle de la productivité dans les nations industrialisées au cours des deux derniers siècles.



La croissance économique

Pourquoi la production et la productivité se sont-elles si fortement accrues au cours des deux derniers siècles? Cette question est une des plus fondamentales de l'économie.

Ce problème peut être abordé à un niveau extrêmement global indépendamment du contexte dans lequel cette croissance s'est située, en particulier sans tenir compte de ce que nous vivons dans les économies de marché.

L'approche technique

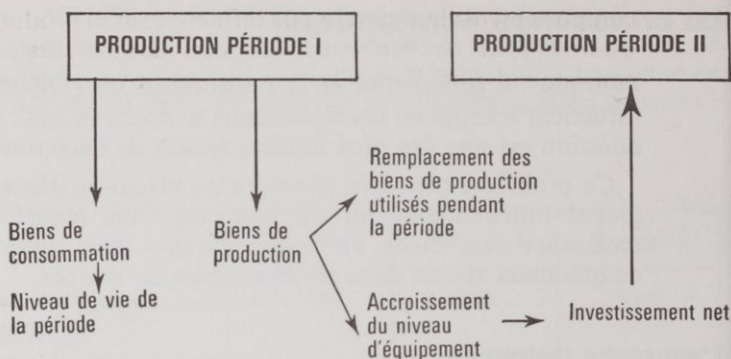
La main-d'œuvre

A ce niveau d'analyse, on peut dire que techniquement plusieurs facteurs agissent sur le niveau de production. Le premier est évident : l'importance quantitative de la main-d'œuvre au travail et l'efficacité productive de cette main-d'œuvre (ce que certains économistes appellent le facteur travail).

Progrès technique, outillage et mécanisation

L'expérience a montré que la mécanisation de la production jouait un rôle important dans la productivité. Il faut moins de temps pour fabriquer un tapis à la machine, qu'à la main. Plus globalement *le progrès technique* a joué un rôle important sur la croissance économique, non seulement en rendant disponibles de nouveaux procédés de fabrication, mais aussi en rendant possible la production de biens nouveaux.

Sur le plan technique, la mécanisation suppose, outre une maîtrise technologique spécifique, que des hommes travaillent à la fabrication de machines... En pratique, cela implique qu'une partie de l'activité productive soit consacrée à la production de biens d'équipement et une autre à celle de biens de consommation. Du point de vue de la production, cela signifie qu'une partie des biens créés correspond à des biens destinés à la consommation immédiate, et une autre aux biens d'équipement.



L'accroissement des biens de production (outillage, machines, usines...) effectué pendant une période donnée est l'investissement.

La division du travail

A. Smith, l'économiste le plus connu du 18^e siècle, a défendu que la division du travail, c'est-à-dire l'affectation de tâches différentes aux individus qui participent à la production, jouait aussi un rôle important sur la productivité. F. Taylor, à l'aube du 19^e siècle, a prolongé cette approche en préconisant une séparation radicale entre travail de conception et travail d'exécution, une décomposition extrêmement précise des tâches à exécuter... Ce mode d'organisation du travail est souvent qualifié de « taylorisme ». Sans nier que la division du travail puisse être un des facteurs de productivité, nombre d'auteurs actuels insistent aussi sur les effets pervers qui peuvent résulter de la division du travail. Ainsi, certains aspects sociaux du travail à la chaîne (désintérêt pour le travail lié à son caractère monotone...) peuvent induire des coûts économiques : le manque d'intérêt pour le travail peut se traduire par un manque d'attention à la qualité, au développement des rebuts sans valeur économique...

Plus généralement, *l'organisation du travail* au sens large, c'est-à-dire en prenant en compte ses implications sur les

comportements humains, a une influence sur la productivité du travail; un des problèmes économiques majeurs actuels consiste à définir l'organisation du travail véritablement la plus efficace.

L'organisation économique interfère avec les aspects techniques de la croissance



Dans toute société les différents facteurs que nous venons d'envisager exercent une influence sur la production et la productivité... mais parallèlement d'autres mécanismes plus spécifiques à nos économies de marché jouent un rôle essentiel sur l'évolution réelle de la production. Ainsi, la demande solvable exerce dans nos sociétés une influence qu'elle n'a pas dans d'autres types d'organisation sociale. Supposons qu'une entreprise travaille exclusivement pour un pays producteur de pétrole et que, le prix du pétrole sur le marché mondial baissant brusquement, ce pays voie ses revenus s'effondrer... ses besoins d'importation resteront aussi importants mais sa demande solvable, la seule qui intéresse l'entreprise, risque de chuter massivement. Face à cette forte réduction des commandes, l'entreprise, à moins de trouver de nouveaux débouchés, risque de se trouver contrainte à réduire sa production. On voit ainsi qu'à côté des conditions économiques et sociales générales à la croissance économique, il y a des mécanismes spécifiques des économies de marché qui peuvent exercer une influence sur le niveau de production... (le rôle de la demande n'étant qu'un exemple). La détermination de ces variables est souvent plus difficile à étudier tant en ce qui concerne les mécanismes en cause que l'ampleur de leur effet sur la croissance économique. Les analyses font ainsi souvent l'objet de divergences entre les économistes.

Croissance et changements sociaux

La croissance économique, c'est-à-dire l'augmentation durable de la production, est ainsi la condition nécessaire de l'amélioration du niveau de vie, mais en même temps l'accroissement de production transforme l'ensemble de la société. Si on examine l'évolution de la société française depuis deux siècles, on constate des mutations dans la nature des emplois qui sont directement liées aux transformations dans la nature de la production et les façons de produire. Il y a deux siècles l'essentiel des emplois se situait dans le domaine agricole². Aujourd'hui dans les pays industrialisés, ce sont les secteurs industriel et tertiaire (commerce et services) qui assurent la majorité des emplois.

De même au niveau des métiers, certains disparaissent alors que d'autres apparaissent. L'urbanisme, l'extension du travail hors du domicile, la disposition d'un salaire régulier, l'accroissement du rôle du marché ont réduit les anciennes relations d'entraide familiale ou de voisinage...

La montée du niveau de consommation moyen a sans doute modifié les aspirations en matière de niveau de vie. Posséder un réfrigérateur, ou l'eau courante est devenu si usuel que celui qui n'en dispose pas se sent marginalisé, voire rejeté. A côté de la pauvreté absolue qui consiste à ne pas disposer des biens et services nécessaires à la satisfaction des besoins fondamentaux (santé, nourriture, logement...) s'ajoute une pauvreté relative qui se caractérise par le fait de ne pas disposer de ce qui est considéré comme « la norme sociale ». Ainsi, un vêtement démodé, fortement rapiécé, peut assurer sa fonction de protection contre le froid tout en induisant un sentiment de frustration lié au fait que le port de ce type de vêtement est devenu marginal dans un pays industrialisé au niveau de vie moyen élevé.

2. Secteur primaire : agriculture et extraction minière.
Secteur secondaire : industrie.

3. L'entreprise



Qu'est-ce qu'une entreprise?

Un exemple pour mieux comprendre

Épicier, boulanger, café du coin... quotidiennement nous cotoyons des entreprises en tant que consommateurs, mais aussi en tant que producteurs si on a un emploi salarié ou si on dirige sa propre entreprise. Pour mieux analyser leur nature, prenons l'exemple, de la création d'un centre de loisirs, tel que nous le relate la revue économique *L'Expansion*. Notons qu'il s'agit ici d'une entreprise privée comme il en existe dans une économie de marché. Nous verrons ensuite les autres structures productives (entreprises publiques, coopératives...).

« Les Américains ont mis vingt ans pour bâtir leurs temples du merveilleux (*Disneyland*, le premier grand parc à thème, a été inauguré en 1955). Or nous, nous allons tout sortir de terre d'un seul coup! *Mirapolis* (400 millions de francs d'investissement initial) ouvrira ses portes en mai 1987 à 3 millions de visiteurs. *Astérix* (650 millions d'investissement de départ, ouvert en juin 1988) en espère 2,6 à 3,3 millions dès l'année de lancement. Le nouveau monde des *Schtroumpfs* (même investissement de base et même date d'ouverture qu'*Astérix*) table sur 1,8 million de curieux pour la première année, sur 2,7 millions en 1997. Et que dire d'*Eurodisneyland*? Une mise de départ de 10,6 milliards de francs, et 10 millions de personnes dès 1991!

Toutes ces opérations quasi simultanées ne sont pas nécessairement utopiques. A condition de bien maîtriser — ce qui n'est pas toujours le cas — un métier ultracomplexe.

« La première chose à faire, c'est d'évaluer sa zone de chalandise », explique Franck Bauer, l'architecte français qui a le plus planché sur la question. Aux États-Unis, c'est simple : une famille ira passer une journée dans un parc à condition qu'un seul plein d'essence lui suffise pour l'aller et retour. En France, on limite prudemment ce premier rayon d'attraction (appelé marché résidentiel) à 150 kilomè-

Rationalité, 59 et suiv., 62, 178.
Réajustement monétaire, 123, 191.
Recensement, 285.
Recette, 50 et suiv.
Recette marginale, 79 et suiv., 191.
Redistribution, 191.
Réescompte, 103.
Réévaluation, 123, 191.
Réformistes, 93 et suiv.
Règle de trois, 244.
Réglementation, 162.
Régulation (théorie de la...), 378.
Relation du travail, 159.
Rentabilité, 41, 59 et suiv., 191.
Rente foncière, 323.
Répartition, 15, 31, 91, 173, 191.
Revenu, 28, 29, 58, 73, 191.
Ricardo (David), 8, 137 et suiv., 323 et suiv.
Rigidité, 154, 364 et suiv.
Robinson (Joan), 317, 382.

S

Saint-Simon, 313.
Saint-Thomas-d'Aquin, 310.
Salaire, 44 et suiv., 78, 117, 148 et suiv., 192, 331, 344.
Salariat, 44 et suiv., 192, 347.
Samuelson 5 (Paul), 375.
Sargent (T.-J.), 380.
Say (Jean-Baptiste), 329 et suiv.
Schultz (W. Théodore), 376.
Schumpeter (Joseph), 354 et suiv.
Secteurs primaire, secondaire et tertiaire, 36, 192.
Secteur institutionnel, 192.
Secteur public, 162, 192.
Sécurité sociale, 193.
Service, 29, 193.
Service de l'information du ministère de l'économie et des finances.
Services publics gratuits, 172.
Simon (J.-S.), 63.
Simon (Herbert A.), 376.
Sismondi, 313.
SMIC, 148, 163.
Smith (Adam), 8, 34, 318 et suiv.
Socialisme, 193, 310 et suiv.
Société, 14 et suiv., 36, 193.
Société anonyme, 48, 193.
Solidarité, 171, 193.
Solow, 317.
Solvabilité, 60.
Sondage, 285.

Sous-développement, 360.
Spécialisation internationale, 137 et suiv.
Stigler (George J.), 376.
Stone (Richard), 376.
Structure (effet de...), 275 et suiv.
Syndicat, 149, 159 et suiv., 193.
Système monétaire européen, 123.

T

Taux de croissance, 243 et suiv.
de change, 123 et suiv., 194, 232.
de couverture, 127.
d'intérêt, 103, 163.
de réescompte, 103.
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), 165 et suiv., 194.
Taylor, taylorisme, 34, 63 et suiv., 80, 194.
Technostructure, 362 et suiv.
Tinbergen (Jan), 375.
Tobin (James), 376.
Travail, 34, 35, 343.
Travail social, 344.
Trésor, 194.
Transparence du marché, 82, 83.
Troc, 95, 109, 194.
Turgot, 311.

U

Unité économique, 45.
Utilité, 351.

V

Valeur, 343 et suiv., 348 et suiv., 378.
Valeur absolue, relative, 222 et suiv., 247.
Valeur ajoutée, 58, 194.
Valeurs centrales, 235 et suiv.
Valeur nette, 52.
Variation de la position monétaire extérieure, 128.

W

Walras (Léon), 348 et suiv., 379.
Wallace (N.), 380.

Table des matières

COMMENT MAITRISER L'INFORMATION ÉCONOMIQUE?	3
---	---

PREMIÈRE PARTIE :

Les thèmes majeurs de l'analyse économique	11
1. La société où nous vivons	14
2. Le niveau de vie	26
3. L'entreprise	37
4. La loi du marché	72
5. Monnaie et inflation	95
6. Échanges internationaux et contrainte extérieure	119
7. Emploi et chômage	142
8. L'intervention de l'État	161
 PREMIER DICTIONNAIRE D'ÉCONOMIE	 181

DEUXIÈME PARTIE :

Les règles méthodologiques fondamentales	195
1. Ne croyez pas ce que vous voyez	198
2. Êtes-vous sûr de savoir lire?	208
3. Comment on peut vous tromper en respectant les chiffres	218
4. La monnaie, une unité de compte qui pose bien des problèmes	226
5. La moyenne et les autres valeurs centrales	235
6. Taux de croissance	243
7. Des indices pour quoi faire?	250
8. L'élasticité, une donnée essentielle	260
9. Les comparaisons dans le temps et dans l'espace	267
10. Des précisions qui n'en sont pas	280
11. Les prévisions	293
12. La rigueur méthodologique ne concerne pas que les statistiques	295
13. Où trouver les informations économiques et sociales?	298